

« Plus d'un jeune actif sur deux seraient prêts à se présenter aux élections professionnelles et assumer un mandat s'ils étaient élus »

Baromètre - Réalités du dialogue social
Par OpinionWay, avec la participation des organisations :



L'association Réalités du dialogue social s'est associée à plusieurs organisations syndicales d'employeurs et de salariés pour la 5^{ème} édition de son Baromètre sur la perception du dialogue social par les jeunes.

Cette enquête a été réalisée, du 18 au 25 novembre 2025, auprès d'un échantillon de 526 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 35 ans, selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de région de résidence. Les résultats prennent pour socle de comparaison la 4^{ème} édition, réalisée en octobre 2023.

Les jeunes et leur emploi : entre inquiétude et vision positive

- **71 % des jeunes actifs se montrent satisfaits ou très satisfaits de leurs débuts dans le monde professionnel.** À l'inverse, la transition vers le marché du travail est source d'anxiété pour 67 % de ceux qui s'apprêtent à le rejoindre.
- Dans cette dynamique, **les relations entre employeurs et salariés s'améliorent très nettement** par rapport à 2023 (+ 9 points) **même si les jeunes demeurent critiques à leur rencontre**, les jugeant « compliquées » (pour 37 % d'entre eux), « distantes » (30 %) ou « conflictuelles » (25 %).
- De la même façon, **73% des jeunes estiment que le dialogue social fonctionne bien dans leur entreprise ou administration**, un chiffre en hausse de 6 points depuis 2023. Cet avis positif est plus nuancé pour les salariés des grands groupes (53 %) et les catégories socio-professionnelles populaires (67 %).
- **Le regard porté sur la situation nationale est tout autre.** Les jeunes générations se montrent divisées sur l'état du dialogue social en France, avec une opinion positive pour 50% d'entre elles. Malgré une hausse de 4 points de ce chiffre par rapport à 2023, 49% des jeunes jugent que le dialogue social fonctionne mal à l'échelle nationale, illustrant toujours un réel point de divergence.

Le rôle des syndicats : entre nécessité et questionnement

- Le caractère indispensable des syndicats se confirme. **76% des jeunes les estiment nécessaires dans toutes les entreprises** (+ 4 points versus 2023). Ce constat d'utilité est conforté par la qualification spontanée donnée au syndicalisme, à savoir la défense de droits des salariés citée par 17 % des sondés (+ 8 points).
- A l'inverse, deux évolutions fragilisent cette appréciation du rôle des syndicats. **64 % (+ 4 points) des jeunes estiment que les mouvements de citoyens seraient plus efficaces que les organisations syndicales de salariés pour obtenir de nouveaux droits** et 61 % (+ 7 points) considèrent que les organisations syndicales ne seraient pas nécessaires dans les entreprises où les salariés peuvent régler leurs problèmes professionnels directement avec leur patron ou manager.
- Il est vrai que **les syndicats ne sont pas attendus sur la gestion des relations sociales**. Sur ce terrain, **les jeunes comptent de plus en plus sur les managers** (23 %, + 5 points) et les salariés eux-mêmes (21 %, + 3 points) après la direction (29 %, - 3 points) mais devant la DRH (17 %) et les représentants syndicaux (9 %).

L'engagement des jeunes : entre curiosité et individualisme

- 73 % des jeunes affirment leur volonté** (+ 3 points par rapport à 2023) **de s'engager pour une cause**, de façon certaine pour 20 % et, probable, pour 53 %.
- Parmi ceux qui répondent positivement, **l'associatif demeure plébiscité pour 35 % des jeunes**, avec néanmoins moins d'attractivité qu'en 2023 (- 5 points). A l'inverse, **les syndicats de salariés gagnent du terrain, se plaçant en 2^{ème} position des intentions** (22 % à + 6 points), tout comme les mouvements collectifs (21 % à + 3 points). Les salariés des ETI et de l'industrie expriment le plus fort taux d'engagement dans les OS.
- Ces évolutions sont à corréliser avec le fait que **les jeunes générations se révèlent plus confiantes dans l'action collective**. 82 % ont le sentiment de pouvoir faire bouger les choses en participant à un mouvement collectif (+ 10 points) et 80 % (+ 5 points) dans une organisation syndicale ou patronale.

- Le passage à l'acte semble plus compliqué avec **des freins à l'engagement d'ordre individuels** comme la faible compréhension des droits des salariés (34 %), la crainte des discriminations syndicales (27 %) et le manque de temps (27 %). Mais ce sont aussi le déficit d'information sur ce que recouvre la représentation collective et les difficultés d'adaptation des organisations aux thématiques des jeunes générations qui expliquent les difficultés d'adhésion : 23 % estiment que les syndicats ne comprennent pas les préoccupations des salariés et des citoyens ; 21 % ne savent pas à qui s'adresser et 20 % ne connaissent pas les OS existantes.
- Pour autant, **certain arguments pourraient inciter la jeunesse à rejoindre une organisation syndicale ou patronale**, notamment des motivations d'intérêt général. A titre d'exemple : la volonté de **contribuer à l'amélioration des conditions de travail de leurs collègues** (40 %) et **se sentir utiles à la vie de l'entreprise** (36 %).
- Dans cette même logique, **les jeunes attendent que les relations sociales en entreprise, et donc le dialogue social, prennent en compte les transformations sociétales auxquelles ils sont le plus sensibles**, au premier rang desquelles **la quête de sens chez les salariés et agents (36 %, + 7 points) et le télétravail (33 %, + 6 points)**. La surinformation fait un bond de 8 points et inquiète 24 % des jeunes. Ces enjeux qui gagnent du terrain sont davantage individuels que collectifs (renforcement des inégalités, permacrise, vieillissement de la population...) et en lien avec le travail ou l'entreprise.
- Cette volonté de s'impliquer dans le quotidien des entreprises se traduit par deux données intéressantes : parmi les jeunes actifs, 77% déclarent qu'ils voteraient si des élections professionnelles avaient lieu dans leur organisation. 56% seraient même prêts à se présenter à ces élections et assumer un mandat s'ils étaient élus.

Présentation intégrale des résultats le vendredi 06 février 2026

S'INSCRIRE

 détail des résultats sur demande à cgrignon@rds.asso.fr

À propos de l'association

Réalités du dialogue social a pour vocation de diffuser une culture du dialogue social et d'en faire un levier de transformation économique, sociale et environnementale. Elle favorise la réflexion collective et s'appuie sur les pratiques des partenaires sociaux. Ses travaux visent à produire des connaissances pour donner des clés de lecture aux acteurs sociaux, notamment sur des sujets émergents. En chiffres, ce sont **400** membres ; **7** groupes de réflexion thématiques ; **45** membres & partenaires et **35** années d'existence.

Camille GRIGNON – Chargée de communication
06 08 58 27 93 – cgrignon@rds.asso.fr
www.rds.asso.fr